

# Rwanda : les affrontements entre Hutus et Tutsis

## Quatre-vingts personnes ont été tuées lors de nouvelles violences tribales

Catherine Simon

Le Monde, 29 janvier 1993

La flambée de violences ethniques qui, depuis une semaine, ensanglante le département de Gisenyi, dans le nord-ouest du Rwanda (*le Monde* du 28 janvier), s'est étendue au département voisin de Kibuye, dans l'Ouest. Selon le nouveau bilan officiel, publié mercredi 27 janvier, à Kigali, ce sont, au total, quatre-vingts personnes qui ont été tuées et plusieurs centaines d'autres blessées, depuis le 21 janvier. Le premier ministre, M. Dismas Nsengiyaremye, avait publiquement accusé, mardi, les jeunes militants hutus (tribu majoritaire) du Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement (MRNDD, ex-parti unique, dirigé par le chef de l'Etat) et de la Coalition pour la défense de la république (CDR) d'attaquer les membres

de la minorité tutsi et des sympathisants des partis de l'opposition. Ces derniers ont, à leur tour, mercredi, dénoncé les fidèles de la présidence, qu'ils ont accusés de vouloir saboter les négociations de paix, en provoquant des « *massacres* » et des « *pillages* », qui « *n'ont pas un caractère de manifestation politique mais de guerre civile* ».

### **L'arme de la haine**

Ce n'est pas la première fois que le Rwanda, petit pays enclavé de l'Afrique des grands lacs, est le théâtre d'affrontements entre Hutus et Tutsis. Depuis 1959, date de la prise du pouvoir par les Hutus, des milliers de pasteurs et de commerçants Tutsis ont dû fuir le pays, lors

d'explosions de violences entre ethnies qui s'apparentaient souvent à de véritables pogroms. La plupart de ces exilés se sont réfugiés au Zaïre, en Ouganda, en Tanzanie ou au Kenya.

Cet exode massif est, en partie, à l'origine de la création d'un mouvement de guérilla, le Front patriotique rwandais (FPR), hostile au régime du président Habyarimana. Basé en Ouganda et recrutant essentiellement parmi les « *réfugiés* » rwandais, le FPR avait lancé ses premières offensives en octobre 1990. Une longue guerre d'escarmouches commençait, paralysant l'économie déjà fragile du « *pays aux mille collines* ».

Vent de démocratisation oblige, le Rwanda et ses quelque sept millions d'habitants se mettaient, en 1992, à l'heure de la « *transition* » : le 16 avril, un nouveau gouvernement était formé, et l'opposition notamment le Mouvement démocratique républicain (MDR), dont est membre l'actuel premier ministre faisait une entrée remarquée dans l'arène du pouvoir. Moins de quatre mois plus tard, le 18 août, à Arusha (Tanzanie), un accord pour la création d'un nouveau gouvernement de « *transition pluraliste* » était signé.

Les termes de cet accord, prévoyant la fin de la guerre civile, l'intégration des maquisards du FPR et leur représentation au gouvernement, confirmaient le déclin du camp présidentiel : à l'issue d'une nouvelle session de négociations, début janvier, le MNRD obtenait péniblement six des vingt-deux portefeuilles ministériels. Ouvertement contesté et désormais menacé, le « *système Habyarimana* » garde de farouches défenseurs. Furieux et inquiets de voir rognées, au fil des mois, leurs prérogatives d'antan, les nostalgiques de l'ancien régime semblent préférer saborder le navire plutôt que de céder le gouvernail. Pour ce faire, l'arme de la haine tribale, patiemment aiguisée, est d'une efficacité redoutable.

En mars dernier, plus de trois cents personnes (presque toutes d'origine tutsi) avaient été tuées, dans la région du Bugesera (Sud), lors de violences à caractère ethnique. Depuis cette date, les incidents, souvent meurtriers, se sont multipliés dans tout le pays, poussant le gouvernement à instaurer, le 20 janvier, le couvre-feu à Kigali « *pour une durée indéterminée* ».

DOC : Avec une carte.